

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDCB SUD

9-15 AVENUE DES ROSES
93170 Bagnolet

Références : _
Code AIOT : 0006506356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SDCB SUD implanté 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnolet. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale en lien avec les JO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDCB SUD
- 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnolet
- Code AIOT : 0006506356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SDCB exploite une chaufferie (2 chaudières gaz et 2 chaudières biomasse) destinée à la production d'eau chaude pour le réseau de chaleur de la ville de Bagnolet.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 JO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Autosurveillance des émissions atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Provenance et contrôle des combustibles | Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre du remplacement des systèmes d'autosurveillance des rejets atmosphériques, l'exploitant a procédé au changement de la baie d'analyse de la chaufferie biomasse et devra réaliser en fin d'année les requalifications QAL2 et AST. Le changement de la baie de la chaufferie gaz est prévue également pour la fin de l'année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Provenance et contrôle des combustibles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Biomasse |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés par l'exploitant. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la qualité des combustibles utilisés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Concernant la biomasse, l'inspection a été destinataire de plusieurs notifications indiquant un refus en centre de stockage de cendres provenant de la SDCB, pour cause de détection de radioactivité (février, mai et juin 2024).</p> <p>D'après l'exploitant les premiers signalements datent de mars 2023.</p> <p>L'exploitant indique que plusieurs aspects ont été identifiés après échanges avec les différents interlocuteurs pour expliquer ces signalements.</p> <p>La plateforme d'approvisionnement a indiqué un changement ponctuel de zone d'approvisionnement du combustible en raison d'intempéries qui ne permettaient pas l'accès aux zones d'exploitation habituelles. Par ailleurs l'exploitant avait également opéré un changement de prestataire pour l'élimination des cendres (protocole de détection potentiellement différent). L'hypothèse d'une dégradation des revêtements réfractaires a également été envisagée mais a été écartée.</p> <p>A priori les niveaux d'émissions restent assez faibles (proche de la limite de détection soit environ 2 fois le bruit de fond).</p> <p>L'exploitant n'a pas retenu la possibilité d'installer une détection sur site car il n'y a pas la possibilité de créer un espace de stockage isolé. Il est prévu en amont de réorganiser la stratégie d'approvisionnement et en aval un test est prévu avec un autre prestataire. En cas de détection le prestataire gère directement la redirection des chargements refusés vers les filières appropriées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 9.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité |
| Prescription contrôlée : <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée :</p> <ul style="list-style-type: none">– tous les cinq ans ; <p>et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">– dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ;ou – après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par ex : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ;ou – après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur). <p>Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : – CO: 10 %; – SO₂: 20 %; – NO_x: 20 %; – poussières : 30 %</p> |
| Constats : <p>Suites à des problèmes récurrents sur les systèmes d'analyses et de collecte des données, l'exploitant a entrepris le remplacement des systèmes et en particulier des baies d'analyse.</p> <p>Pour la chaufferie biomasse, la commande du matériel avait été faite en août 2023 pour une livraison de l'analyseur en septembre puis la baie a été remise à niveau (revamper) et testée en fin d'année 2023.</p> <p>L'exploitant rappelle les différents problèmes rencontrés : blocage du logiciel, gaz étalon périmé. Lors de la visite il est constaté que la baie d'analyse est en place avec les réserves de gaz étalon. La chaufferie biomasse est à l'arrêt d'août à octobre. La réalisation de l'AST et du QAL 2 est prévu en novembre 2024. L'exploitant devra également disposer du QAL 1 de l'analyseur.</p> <p>Pour la chaufferie gaz, l'installation de la baie gaz est en cours, la mise en service est prévue pour octobre et la réalisation des QAL 2 et AST se ferait en novembre en même temps que pour la biomasse. Dans l'intervalle le suivi des rejets gaz se fait en mode dégradé avec les tickets de combustion.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |